

Washington a expulsé
tous les diplomates libyens

LIRE PAGE 8

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, \$ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6 kr. ; Espagne, 70 pes. ; Grèce, 35 dr. ; Iran, 125 rls. ; Israël, 55 n. ; Italie, 800 l. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4,30 kr. ; Suisse, 1,30 F ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Telex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Les réquisitoires de M. Begin

M. Begin persiste et signe. Dans une déclaration radio-diffusée, ce jeudi 7 mai, le chef du gouvernement d'Israël a accentué les attaques qu'il avait lancées cinq jours plus tôt contre le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt.

Loin de modérer ses propos, comme l'y invitait son entourage, M. Begin a renchéri.

Comme on lui demandait s'il ne craignait pas d'aggraver la détérioration des relations entre Israël et les principaux pays européens, il a eu cette réponse révélatrice : « Je n'ai jamais été aussi satisfait qu'en apprenant comment a été reproduit en France et en Allemagne ce que j'ai dit et quelle tempête cela a provoqué. »

Pour justifier l'emploi du qualificatif « après au gain », dont il avait gratifié dimanche MM. Giscard d'Estaing et Schmidt, M. Begin a ajouté : « M. Giscard d'Estaing n'a aucun principe, excepté de vendre des armes aux Arabes pour leur acheter du pétrole. (...) Rien d'autre ne l'intéresse. » Comme on lui faisait remarquer que ces reproches risquent de passer pour une intervention dans la campagne électorale en France, il a répondu qu'il n'avait pas à s'en préoccuper, étant convaincu de dire l'absolue vérité.

Ses accusations contre M. Schmidt furent plus graves encore, puisqu'il incrimina son passé. M. Schmidt, dit-il, est resté « fidèle à Hitler jusqu'au bout » et combattit sur les fronts de l'Est, où les massacres des juifs furent les plus nombreux. Il a même accusé le chancelier d'avoir assisté en 1944 à un film montrant la pendaison des généraux condamnés après le procès du 20 juillet. Cette assertion est démentie par M. Hausner, spécialiste israélien de l'histoire du nazisme, qui fut procureur au procès Eichmann.

Bien entendu, ce qui motive la colère de M. Begin, c'est la politique arabe de Paris et Bonn et, tout récemment, la visite du chancelier au « pays de la Jihad » (la guerre sainte), l'Arabie Saoudite, un voyage qui contraste, il est vrai, avec le refus persistant de M. Schmidt de se rendre en Israël.

M. Schmidt a pourtant réagi avec prudence aux demandes d'armes des Saoudiens, mais il s'est prononcé en faveur de l'autodétermination des Palestiniens et de leur droit d'avoir un Etat. Il n'en faut pas plus pour que M. Begin dénonce « son immense hostilité contre Israël ». Le porte-parole de Bonn a répondu sur le même ton que la veille celui du Quai d'Orsay, en refusant toute escalade verbale.

Jusqu'à une date récente, l'Allemagne fédérale était considérée comme l'un des meilleurs soutiens d'Israël en Europe, et M. Begin, plutôt que de se livrer à de tels éclats, serait mieux inspiré de réfléchir aux raisons de la détérioration des rapports entre Bonn et Jérusalem. Diplomatiquement, Israël est de plus en plus isolé, et les Américains eux-mêmes, leurs meilleurs alliés, ont d'excellents rapports avec le « pays de la Jihad ». Aucune insulte ne changera le fait qu'Israël occupe des terres arabes et que les Occidentaux ont dans le monde arabe d'immenses intérêts, notamment pétroliers.

Le reste est littérature électorale, car Israël aussi est en campagne, et la « démagogie » (le mot est de M. Goldmann, président d'honneur du Congrès juif mondial, pour qualifier les propos de M. Begin) n'a jamais fait de bonne politique.

Nouvel attentat à Madrid

Le chef de la maison militaire du roi est grièvement blessé

Trois jours après l'assassinat d'un général et de trois policiers à Madrid et à Barcelone, le général De Valenzuela, chef de la maison militaire du roi d'Espagne, a été victime d'un attentat, ce jeudi matin 7 mai, en plein centre de Madrid. Un engin explosif a été lancé contre sa voiture, le blessant très grièvement et tuant un lieutenant-colonel, un sous-officier et le chauffeur.

Sur les lieux de l'attentat, en début d'après-midi, des manifestants ont crié des slogans favorables au fascisme et aux auteurs du coup d'Etat manqué de février. La police a rapidement dispersé les manifestants. Le roi a immédiatement convoqué la junte des chefs d'état-major.

De notre correspondant

Madrid. — Deux jeunes gens sur une moto se sont approchés à 8 h 50 de la voiture du général alors qu'elle ralentissait à l'approche d'un feu rouge. Ils ont posé sur le capot une bombe enveloppée dans un sac de plastique et ont accéléré, brûlant le feu rouge pour s'enfuir.

L'engin a explosé presque immédiatement, tuant le lieutenant-colonel Guillermo Tevar Saco, un sous-officier et le chauffeur. Transporté à l'hôpital, le général, qui est âgé de soixante-neuf ans, a été donné pour mort pendant plus d'une heure, puis le ministère de la défense a annoncé qu'il était grièvement blessé, mais hors de danger.

Cet officier, qui a le grade de lieutenant général, le plus élevé dans l'armée espagnole, est connu pour son ferme soutien à la démocratie. Le roi s'est immédiatement mis en communication téléphonique avec le premier ministre, M. Calvo Sotelo.

Plusieurs passants ont été blessés par l'explosion. Une chasse à l'homme a permis à la police d'arrêter deux suspects et de stopper une camionnette transportant une

moto semblable à celle utilisée par les deux terroristes.

Certaines informations non confirmées attribuent l'attentat à l'organisation séparatiste basque ETA, mais le doute persiste sur l'identité des auteurs. Le 4 mai, des membres des GRAPO (groupes de résistance antifasciste du 1^{er} octobre) avaient tué un général et un policier à Madrid, et deux gardes civils à Barcelone. Seul l'un des membres des deux commandos a été arrêté.

A la suite de ce dernier attentat, les partis politiques ont décidé d'avancer à demain vendredi, à midi, les deux minutes de silence prévues pour mardi prochain. Ils ont demandé à tous les Espagnols de cesser toute activité, d'arrêter leur voiture et de se mobiliser dans les rues en signe de soutien à la démocratie et de condamnation du terrorisme.

Les derniers attentats portent à vingt-cinq le nombre des victimes de la violence politique en Espagne depuis le début de l'année, et à six celui des officiers assassinés depuis le coup d'Etat manqué du 23 février. Six généraux ont été assassinés depuis trois ans. — (Interim.)

La campagne pour l'élection présidentielle

Après l'appel de M. Chirac

M. Jacques Chirac est intervenu une deuxième fois, mercredi 6 mai, dans la campagne électorale du second tour. Il a demandé aux Français de prendre conscience des risques que ferait courir au pays l'élection de M. Mitterrand. Cette prise de position renforce le regroupement des deux camps. Elle a fait bonne impression sur la Bourse de Paris, dont les valeurs ont monté en moyenne de 1,3 % ce jeudi 7 mai.

Le terrain politique français est divisé en deux camps, et il n'y a pas à sortir de cette évidence. Ce partage découle, sans nul doute, de données institutionnelles, puisque le scrutin uninominal à deux tours pour les législatives et l'élection du président de la République au suffrage universel sont au point de départ de la bipolarisation électorale. Mais cette bipolarisation est une constante politique qui, au moment des échéances, prévaut sur toutes les autres réalités en influant sur le comportement de chacun.

M. Jacques Chirac, qui venait de poursuivre, des semaines durant, M. Giscard d'Estaing, avait annoncé au lendemain du premier tour qu'« à titre personnel » il ne pouvait « que voter » au second tour pour le président sortant.

NOËL-JEAN BERGEROUX.
(Lire la suite page 20.)

Lire page 11 :

L'ATTITUDE DES MILITANTS DU R.P.R.
par ANDRÉ PASSERON

Le choix

par JACQUES FAUVET

APRÈS sept ans d'un règne présidentiel singulièrement contrasté et contesté, après trois ans de querelles, tant au sein de la défunte majorité que de la gauche désunie, après deux mois d'une interminable campagne, le second tour de l'élection présidentielle se présente de manière apparemment identique à celui de 1974. Ce sont les mêmes hommes, les mêmes conceptions, les mêmes camps qui s'opposent.

Si les hommes restent aussi différents que possible, leurs traits se sont accusés au fil des ans. A l'épreuve du pouvoir, le président sortant, fatalement affaibli, est devenu plus vulnérable. Plus qu'il y a sept ans, son adversaire donne l'impression d'une « force tranquille ». Jointe à la puissance de l'audiovisuel, l'élection du président au suffrage universel oblige, hélas ! à s'interroger autant, sinon plus, sur la personnalité que sur le programme des candidats. A ce jeu-là, la démocratie directe restera-t-elle toujours la démocratie ?

Les deux candidats invoquent volontiers le général de Gaulle. Mais se réfèrent-ils au même personnage ? Pour M. Giscard d'Estaing, c'est évidemment le fondateur de la V^e République ; pour M. François Mitterrand, c'est celui qui, des communistes

aux libéraux, rassembla les Français en 1944-1946. Mais le président sortant et son adversaire ont tous deux contribué à sa chute en 1969. Sur ce point, au moins, ils sont à égalité. Apparemment, nombre de ceux qu'on appelle les gaullio-chiraquiens le pardonnent moins à M. Giscard d'Estaing qu'à M. Mitterrand. Dimanche, leurs voix comptent de manière décisive.

Dans ce qu'a dit le président sortant, rien ne permet de penser qu'il puisse évoluer dans ses conceptions, sa politique, son style, sa personnalité. Depuis sept ans, les idées et les réalités du gaullisme sont mieux définies et mieux connues ; ce sont celles d'une droite moderne ou, plutôt, celles d'une droite classique qui a su s'adapter au monde moderne.

Les risques de la continuité sont d'une certaine façon mieux établis que ceux du changement ; ils sont répertoriés au passif du septennat. Le passé répond, si l'on peut dire, de l'avenir. Mais si dans une majorité de l'électorat il s'est produit un phénomène de rejet, largement justifié, au premier tour, faut-il accepter le changement sans en mesurer aussi les risques ?

(Lire la suite page 19.)

Points de vue

OPTER POUR L'EFFORT OU LA RUINE

par ANTOINE PINAY (*)

Avant le premier tour de l'élection présidentielle, je me suis abstenu de toute prise de position. Le premier tour, avec la multiplicité des candidatures que nous avons connues, m'apparaissait, à vrai dire, comme une cacophonie qui ne servait pas à grand-chose. Aujourd'hui, l'enjeu se présente dans toute sa clarté, et son importance m'oblige à sortir de ma réserve.

Ma position est celle d'un homme libre de toutes attaches. Je n'exerce plus aujourd'hui aucune responsabilité officielle. Dans une époque où il est de plus en plus difficile de compter si on ne représente pas un

(*) Ancien président du Conseil.

Pages 16 à 18 :
LES PROGRAMMES COMPARÉS DES DEUX CANDIDATS

groupe ou un autre, est-ce une force ? C'est en tout cas une garantie d'indépendance de jugement.

Je suis profondément convaincu que, dimanche prochain, une fois de plus, nous aurons à choisir non entre deux hommes, mais entre deux conceptions de la société, entre deux modes de vie, entre deux civilisations. Si, au premier tour, la situation a été, en apparence, différente de celle de 1974, au second, elle est claire : François Mitterrand dépend pour l'emporter du soutien du parti communiste. Il ne s'agit pas de rejeter les Français qui votent communiste. Mais il ne faut pas se leurrer : sous une forme ou sous une autre, l'appareil du parti communiste — et il ne s'en cache pas — fera payer cher son soutien à François Mitterrand. Et, par là même, à tous les Français qui sont attachés à l'idéal de liberté.

(Lire la suite page 9.)

L'HOMME LE PLUS POPULAIRE DE FRANCE

par MICHEL JOBERT (*)

Ainsi que la presse le rapporte, M. Giscard d'Estaing a déclaré le 30 avril : « Si je ne suis pas élu, dans ma retraite du Val-de-Loire, je serai l'homme le plus populaire de France. » L'espoir fait vivre, au lendemain d'un premier tour où 70 % des votants se sont prononcés contre le président sortant. Mais les Français, en 1981, méritent mieux que ces propos rageurs, où transparaît du mépris pour leur capacité de jugement. M. Giscard d'Estaing devrait, pourtant, leur être reconnaissant de n'avoir en rien gêné son actino pendant sept ans.

Ils l'ont écouté, avec indulgence ou humilité, prophétiser sur l'économie. Ils ont manifesté leurs désillusions sur le chômage, l'inflation, la

(*) Ancien ministre des affaires étrangères sous la présidence de Georges Pompidou, président du Mouvement des démocrates.

vie chère, les inégalités, avec une mesure et une patience rarement enregistrées dans notre histoire. Leurs parlementaires — et notamment ceux de la majorité — se sont docilement effacés, ne causant nulle peine, même légère, aux gestionnaires péremptores et compétents installés au pouvoir. L'information elle-même, par mille canaux, est devenue le faire-valoir de leur action. Le « talent pédagogique » de M. Giscard d'Estaing a opéré des miracles : on oubliait la démonstration précédente, dès lors qu'une autre, plus brillante encore, lui était substituée.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

Changement

En ces temps de crise de l'emploi, il ne serait pas sage de changer de monture au milieu du gué en votant pour le candidat au changement, M. Mitterrand.

En revanche, M. Giscard d'Estaing ayant changé en sept ans, sans que personne s'en aperçoive, il faut donc voter pour le véritable changement en réalisant M. Giscard d'Estaing.

Ainsi, par les vertus de ce style de changement, au lieu de compter un million sept cent mille chômeurs, la France ne comptera plus qu'un million sept cent mille chômeurs, ce qui change tout évidemment !

HENRI MONTANT.

VICHY, L'EUROPE, LES CAMPS

Les horreurs de la guerre

Trente-six ans, jour pour jour, après la fin de la seconde guerre mondiale, le spectre du nazisme vient de nouveau nous hanter, réveillé, depuis quelque temps, par une propagande insidieuse et absurde visant à excuser, voire à exalter, la barbarie hitlérienne. Des évidences que l'on espérait admises par tous les hommes de bonne foi sont en effet niées, au mépris des faits, par une poignée de fanatiques qui se targuent abusivement du nom d'historiens et le déshonorent.

La réplique à cette vague de mensonges stupides vient à son heure. Emanant de chercheurs unanimement respectés, elle est indiscutable et confond les faussaires de manière définitive. Après le travail extrêmement documenté de Georges Wellers sur les chambres à gaz, après l'enquête impartiale d'Hermann Langbein sur la Résistance dans les camps de concentration, après le beau témoignage de Jean Milet sur la déportation, on veut croire que

nul n'osera plus prétendre que l'enfer n'a jamais existé sur terre.

Dans la même perspective, d'autres études récentes, portant sur la même période tragique, dissipent quelques mythes rassurants et entraînés, pour cette raison, dans la bonne conscience collective. Dans Vichy et les Juifs, M. Marras et R. Paxton démontrent ainsi le caractère fallacieux de la thèse dite du bouclier vichyssois, tandis que W. Rings et P. Laborie — un Suisse et un Français — tracent un tableau peu exaltant de la Résistance et de la collaboration dans l'Europe occupée.

Au passage, bien des légendes s'effondrent. Peu importe. La contestation grotesque de l'Holocauste prouve que c'est à partir du moment où l'on commence à transiger avec la vérité que renaissent des idées aussi funestes qu'odieuses.

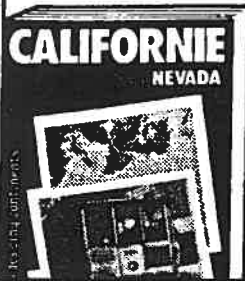
ÉRIC ROUSSEL.

(Lire pages 24 et 25, dans le Monde des livres.)

tourisme à longue distance

Les guides des cinq continents

Collection animée par Jacques Klein.



en toute liberté!



TOUTE LA COLLECTION DES GUIDES BLEUS HACHETTE EN PAGE 15

présidentielle

Le choix

(Suite de la première page.)

Le premier risque, celui de la dissolution, est, dans son principe, négligeable, à moins de mettre en cause la notion même d'alternance. Tôt ou tard, la France élira un président socialiste alors que la majorité parlementaire sera de droite, ou, à l'inverse, un président conservateur alors qu'une majorité de gauche siègera à l'Assemblée nationale. Dans un cas comme dans l'autre, la seule solution serait la dissolution. Ou bien l'épreuve de force. Un régime à la fois présidentiel et parlementaire suppose une harmonie aussi parfaite que possible entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire, et, si la fin du septennat a été si pénible, c'est précisément parce que ces deux majorités divergent.

Le second risque et le premier épouvantail est celui de la présence de communistes au gouvernement. Bien que l'opinion ait sensiblement évolué à ce sujet, la méfiance demeure grande à droite et, parfois même à gauche. M. Giscard d'Estaing a invoqué le précédent de 1948-1947. Mais, trop souvent, il arrange l'histoire contemporaine à sa façon. Ce ne fut pas alors l'ordre communiste, puis le désordre socialiste. Le désordre, c'est-à-dire les grèves, n'a commencé que six mois après l'exclusion des communistes. Et ce désordre était dû moins aux socialistes, qui, après avoir rétabli l'ordre, allaient d'ailleurs quitter, pour près de dix ans, la direction du gouvernement, qu'à l'exploitation par les communistes d'une situation sociale confinante à la misère.

Il y a, certes, dans les mêmes années, des précédents à l'étranger. L'ordre communiste s'y est établi, dont les socialistes ont été les premières victimes. Mais l'armée soviétique était proche, et on doute que M. Giscard d'Estaing puisse soupçonner Moscou de vouloir fomenter un nouveau coup de Prague à Paris.

Qu'en est-il aujourd'hui en France ? Etant donné son affaiblissement électoral — et interne — le parti communiste peut-il revendiquer une aussi large présence, exercer une aussi forte pression, qu'on le disait avant le premier tour ? La question ne se poserait vraiment qu'après les élections législatives, au vu de leurs résultats et du contrat de gouvernement qui aurait été conclu. Mais on comprend que, compte tenu de l'organisation du parti communiste, de ses relais syndicaux, de ses méthodes faites à la fois d'habileté et d'obstination, on puisse recuser dès maintenant, et par principe, sa participation au gouvernement. Encore faut-il admettre du même coup que, à moins de rétablir la représentation proportionnelle — condition nécessaire, mais non suffisante, d'une autre alternance — refuser à jamais la participation communiste, c'est accepter à jamais le règne de la droite.

Reste, si l'on peut dire, l'essentiel, c'est-à-dire la politique du prochain septennat, dont il a été trop peu question, de part et d'autre, au cours de la campagne.

M. Giscard d'Estaing a ajouté, depuis le premier tour, l'amélioration du cadre de vie et surtout la lutte contre la bureaucratie dont M. Chirac avait fait l'un des thèmes majeurs de sa campagne. La

bureaucratie est l'un des effets de la centralisation excessive du pouvoir. Or, au bout de son septennat, le président sortant ne semble pas vouloir y mettre un frein, sauf par des faux-semblants. Un exemple : transférer la tutelle financière des collectivités locales du préfet au trésorier-payeur général ne changera rien. L'un et l'autre sont des agents de l'Etat. C'est tout le débat entre la décentralisation et la déconcentration, débat qui n'est pas seulement de mots mais de fond. En décentralisant, l'Etat se dessaisit, en déconcentrant, il délègue.

En réaction contre le giscardisme, la gauche s'écarte de sa tradition jacobine. Car jamais le pouvoir exécutif n'a autant contrôlé, directement ou indirectement, l'économie, la grande industrie, l'information. Jamais il n'a autant centralisé la vie sociale et administrative. L'élection au suffrage universel des conseils régionaux, l'accroissement des pouvoirs des assemblées élues, la décentralisation des grands services publics, l'autogestion — plus facile à prôner qu'à réaliser — sont autant de remèdes propres aux excès de la centralisation et de l'étatisation. L'étude de ces réformes pourrait être engagée sans trop tarder.

Il y a ensuite une série de mesures sociales que le nouveau gouvernement pourrait prendre par décrets. Encore seraient-elles négociées, l'augmentation du SMIIC avec les organisations syndicales, la réduction de la durée du travail avec les « partenaires sociaux ». Un calendrier devrait, de toute façon, être établi, car si l'augmentation des dépenses doit être immédiate, l'adoption des recettes correspondantes ne le sera évidemment pas.

La nécessité de procéder à des élections législatives pour avoir la majorité de sa politique, le manque de temps et, bien évidemment, le respect de la Constitution empêcheraient le nouveau président d'engager rapidement les réformes de structure qu'il juge indispensables.

Quant aux nationalisations, dont en dehors de la sidérurgie et de la grande industrie d'armement, l'urgence n'est pas évidente, le débat serait d'autant plus long qu'il serait non seulement politique mais technique. Pour éviter ou atténuer le risque d'étatisation, le manifeste socialiste recuse en effet « tout monopole d'Etat ». Comment nationaliser sans étatiser ? La question demande une étude approfondie et une ample réflexion.

Collectivisme ? Non. A moins de lire de travers le projet socialiste ou d'admettre que les mots et les définitions n'ont plus aucun sens.

Changement de société ? Non. A moins de considérer que la France a changé de société à la suite des réformes économiques et sociales du Front populaire en 1936 et de la Libération en 1945-1946.

Changement de politique ? Oui. La difficulté est que, pour en mesurer exactement la portée, il faudrait savoir ce que le futur gouvernement serait en mesure de faire voter par la future majorité. Les élections législatives seraient à cet égard plus décisives encore que l'élection présidentielle. Ainsi le veut le jeu des institutions.

En tout cas, on le sait, la relève est prête. Faut-il attendre ?

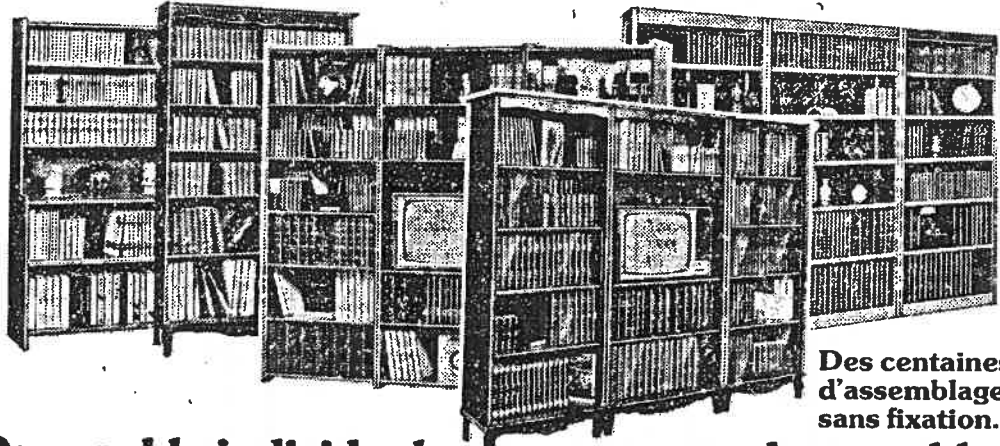
JACQUES FAUVET.

du 30 Avril au 10 Mai 1981
FOIRE DE PARIS

Parc des expositions - Porte de Versailles
- Bâtiment 2 - Allée F - Stand 2F5
Tous les jours de 10 h à 19 h **NOCTURNES** mardi et vendredi jusqu'à 22 h.

La maison des
BIBLIOTHEQUES

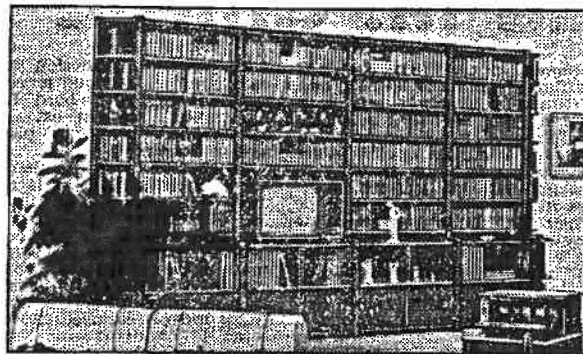
Paris • Amsterdam • Bruxelles • Genève • Rome • Vienne



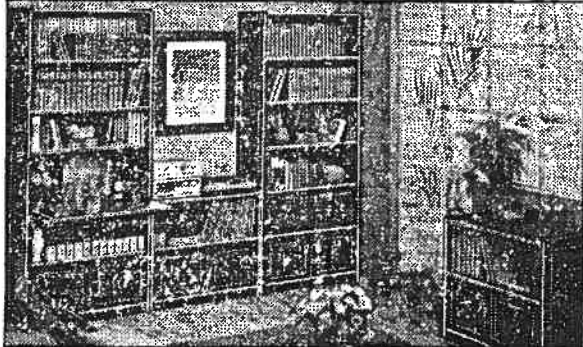
250
MODÈLES
VITRÉS
OU NON
Juxtaposables
Superposables
Démontables...

Des centaines de combinaisons d'assemblage par simple pose sans fixation.

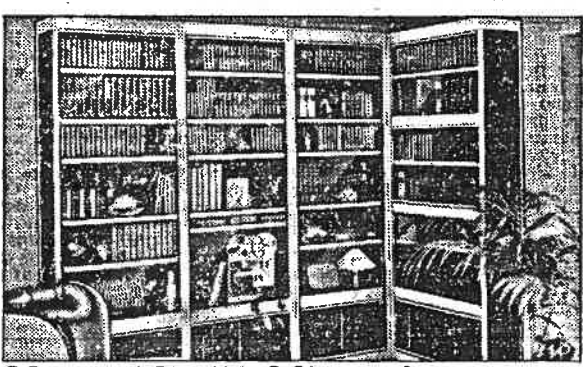
Du meuble individuel... ..au grand ensemble



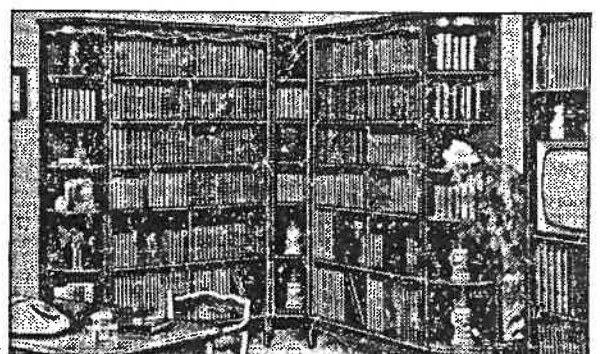
STANDARDS 12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs
JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES (vitrés). Étagères en multiplex, côtés en aggloméré bois (panneaux de particules). Placage acajou traité ébénisterie, vernis cellulosique satiné, teinte acajou s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contre-plaqué. Vitres coulissantes avec onglets, bords doux.



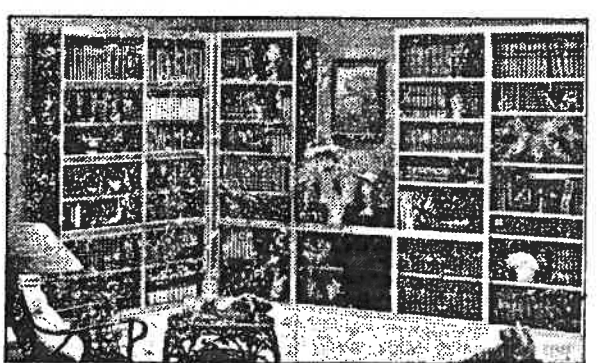
LIGNE NOIRE 3 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs
JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES (vitrés). Nouvelle série en panneaux de fibres à structure homogène et de densité moyenne et constante permettant un usage dans la masse identique à celui du bois massif. Vernis noir mat. Côtés moulurés dans la masse avec plates-bandes. Étagères et côtés épaisseur 22 mm, chants arrondis. Fonds contre-plaqué, vitres coulissantes avec onglets, bords doux, étagères intérieures réglables sur taquets violons, pieds de 5 cm avec plinthe en retrait, dépassements hauts de 3 cm avec arrondis. Assemblage très facile par vis de rappel invisibles.



CONTEMPORAINES 5 hauteurs - 3 largeurs - 3 profondeurs - 2 couleurs
JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES. Modèles contemporains en PROFIL ALUMINIUM ANODISÉ BRONZÉ et en mélaminé blanc ou noir. Montants et traverses en aluminium anodisé brosse. Pincettes d'assemblage. Pieds à vitres plastiques noirs. Côtés et fonds en mélaminé double face 8 mm, crémaillères aluminium encastrées. Étagères réglables en aggloméré mélaminé double face 19 mm, chant avec T aluminium encastré. Tous ces modèles peuvent être fermés sur option par des portes en mélaminé, des glaces claires, des glaces Pansol bronze ou des glaces miroir Pansol.

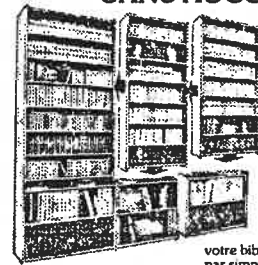


RUSTIQUES 7 hauteurs - 5 largeurs - 3 profondeurs
JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES (vitrés). Vernis mat satiné, teinté noyer. Sur les montants en façade, moulure de style. Étagères en multiplex, montants en aggloméré, placage acajou traité ébénisterie. Dessus et socles débordants, frontons avec découpe de style. Pieds en forme, vitres claires coulissantes avec onglets. Juxtaposition, par simple pose, sans fixation grâce à notre système exclusif de moulures amovibles. Placage chêne ou merisier en option.



LIGNE OR 4 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs
JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES. La dernière née des exclusivités de la MAISON DES BIBLIOTHÈQUES, la prestigieuse "LIGNE OR". Étagères et panneaux en mélaminé noir ou livore double face, montants en aluminium anodisé brosse doré, avec vitres réglables. Système de crémaillères encastré permettant le réglage en hauteur des étagères au cm. Finition des chants de tablette par un T en aluminium doré. Tous ces modèles peuvent être fermés sur option par des portes en mélaminé, des glaces claires, des glaces Pansol bronze ou des glaces miroir Pansol.

COMMENT JUXTAPOSER ET SUPERPOSER SANS AUCUNE FIXATION



Système exclusif permettant d'enlever les moulures latérales des meubles rustiques, lorsque l'on veut en mettre plusieurs côte à côte.



Nos modèles vous permettent de constituer et d'agrandir votre bibliothèque au fur et à mesure de vos besoins par simple pose sans aucune fixation.

Installez-vous vous-même ultra rapidement et très facilement à des PRIX IMBATTABLES!

A.T.P. s.a. au capital de 642.300 F

En bref

● La commission des sondages a demandé au parquet de Paris, mercredi 6 mai, d'engager des poursuites contre Europe 1 « pour avoir diffusé des résultats de sondages relatifs à l'élection présidentielle, en violation de l'interdiction légale ». La diffusion de résultats de sondages est interdite pendant la semaine précédant le scrutin. La commission reproche à Europe 1 d'avoir fait état d'enquêtes d'opinion à deux reprises, le 6 mai.

● Les voix des « verts ». — L'article consacré, dans le Monde du 6 mai, au report des voix obtenues par le candidat écologiste Brice Lalonde comportait une erreur : à Golfech (Tarn-et-Garonne), où doit être construite

une centrale nucléaire, le candidat des « verts » n'a pas obtenu un score inférieur à sa moyenne nationale (3,87 %) comme nous l'écrivions, mais au contraire, trois fois supérieur à celle-ci, c'est-à-dire 37 des 317 suffrages exprimés dans la commune (11,67 %).

● ERRATUM. — Dans le « Au jour le jour » de Michel Caste, « Identité de vues », dans le Monde du 7 mai, il fallait lire : « M. Giscard d'Estaing a semblé admettre que M. Mitterrand serait à l'Élysée, et ce dernier paraissait tellement y croire qu'il a même précisé à M. Giscard d'Estaing qu'en tant qu'ancien président de la République il siègerait au Conseil constitutionnel. »

REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE EXPÉDITION RAPIDE ET FRANCO - DES MILLIERS DE RÉFÉRENCES

Visitez nos expositions-ventes :

Paris : 61, rue Froidevaux Paris 14^e.

Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h et les autres jours même le samedi de 9 h à 19 h sans interruption. Métro : Denfert-Rochereau - Galté - Edgard Quinet. Autobus : 28 - 38 - 58 - 68.

- BORDEAUX, 10, r. Bouffard, tél. (56) 44.39.42 ● CLERMONT-FERRAND, 22, rue G. Clemenceau, tél. (73) 93.97.06 ● GRENOBLE, 59, r. St-Laurent, tél. (76) 42.55.75
 - LILLE, 88, r. Esquermoise, tél. (20) 55.69.39 ● LIMOGES, 57, r. Jules-Noriac, tél. (55) 79.15.42 ● LYON, 9, r. de la République, tél. (78) 28.38.51 ● MARSEILLE, 109, r. Paradis, tél. (91) 37.60.54 ● MONTPELLIER, 8, r. Sérane, tél. (67) 58.19.32
 - NANTES, 16, r. Gambetta, tél. (40) 74.59.35 ● NICE, 8, r. de la Boucherie (Vieille Ville), tél. (93) 80.14.89 ● RENNES, 18, quai E.-Zola (près du Musée), tél. (99) 30.26.77
 - ROUEN, Front de Seine 2000, 43, r. des Charrettes, tél. (35) 71.96.22 ● STRASBOURG, 11, av. du Gal-de-Gaulle (Esplanade), tél. (88) 61.08.24 ● TOULOUSE, 1, r. des Trois Renards, tél. (61) 22.92.40 ● TOURS, 5, r. H.-Barbusse (près des halles), tél. (47) 61.03.28.
- Ouvert du mardi au samedi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

"BON" "GRATUIT"

à retourner à : LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES, 75600 PARIS CEDEX 14
Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, bois et matériaux, tantes, contenances, prix, etc.) sur vos modèles : STANDARDS, RUSTIQUES, STYLES et CONTEMPORAINS, LIGNE OR, LIGNE NOIRE.

M. _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
Réf. MO 59 PAR TELEPHONE **320.73.33**